

MAITRE D'OUVRAGE



MISE EN CONFORMITE « Accessibilités » De 34 établissements recevant du public du patrimoine régional

LYCEE DUHAMEL DU MONCEAU PITHIVIERS - 45300

PHASE PRO

OCTOBRE 2025

LOT 13 : MOBILIERS

Architecte - Mandataire
SKARBK ARCHITECTE - Mr Antoine SKARBK
5 rue du colombier - 45000 ORLEANS
Tél: 02 38 81 15 83 - Mail: contact@skarbek-architectes.com



Architecte - Co-traitant
UN ARCHITECTE - Mr Nicolas SALAÜN
8 place Jean Monnet - 45000 ORLEANS
Tél: 09 71 48 90 06 - Mail: contact@un-architecte.com



Expert Accessibilité / Signalétique / GED
ATIPY - Mr Pierre-Yves BOURGHELLE
Tél: 06 73 64 94 51 - Mail: pybourghelle@atipy.fr
& Mr Sébastien MONTALAN
Tél: 06 26 56 01 67 - Mail: smontalan@atipy.fr



Economiste
CHEDEAU - Mr Denis CHEDEAU
117 rue Saint Marceau - 45100 ORLEANS
Tél: 02 38 88 27 99 - Mail: denis.chedeau@orange.fr



Bureau d'Etudes Structures
SL STRUCTURES - Mr Saidou LI
1 place Rivière-Casals - 45400 FLEURY LES AUBRAIS
Tél: 06 51 72 62 64 - Mail: contact@slstructures.fr



Bureau d'Etudes Electricité
ECR - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@ecr-ecf.fr



Bureau d'Etudes CVC
ECI - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@ecr-ecf.fr



Bureau d'Etudes VRD
INCA - Mr BONGIBAUT
9 rue du Clos des Venelles - Parc Activités Orléans Charbonnière
45800 SAINT JEAN DE BRAYE
Tél: 02 38 88 37 10 - Mail: secretariat@inca-ing.fr



Paysagiste
STRIBLEN - Mr Olivier STRIBLEN
26 Avenue De Saint Mesmin - 45000 Orléans
Tél: 02 38 80 24 76 - Mail: contact@atelier@olivier-triblen.fr



Bureau d'Etudes SSI
PREVENTI - Mr Karim ADROUCHE
33 Boulevard Rocheplatte - 45000 Orléans
Tél: 02 38 22 02 01 - Mail: preventi@yahoo.fr

GENERALITES	3
1.1 Objet du présent lot	3
1.2 Accessibilité aux personnes handicapées	3
Généralités	3
1.3 Réglementation acoustique	3
1.4 Réglementation thermique	3
1.5 Code de la construction	4
Partie législative	4
1.6 Code du travail	4
1.7 Hygiène, sécurité et conditions de travail	4
Coordination sécurité	4
1.8 Déroulement des travaux	5
1.9 Objet du C. C. T. P.	5
1.10 Examen des documents	5
1.11 D. O. E. (Dossier d'Ouvrages Exécutés)	6
1.12 Qualifications Professionnelles	6
1.13 Etablissement du projet d'exécution	6
1.14 Marques commerciales	6
1.15 Documents et normes	7
Généralités	7
1.16 Bois de menuiseries	7
Sapin – Epicéa	7
Bois exotique	7
Taux d'humidité des bois	7
Traitement des bois	7
Fabrication	7
Mise en œuvre	8
Bois agglomérés	8
Qualité des bois	8
Section des Bois	8
Aspect des Bois	8
Dessins d'exécution	8
Protection des portes	8
Ferrages	9
Fixations et stabilité des ouvrages	9
Quincaillerie	9
DESCRIPTION DES OUVRAGES	10
1 – Vide en partie inférieure	10
2 – Paillasse sèches	11
3 – Paillasse humides	11
4 – Nombre de places réservées à l'usage de personnes en fauteuil roulant	12
5 – Travaux fin de lot	12

Les produits utilisés dans la construction devront posséder une Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES), établie suivant la norme NF P 01-010. Dans le cas contraire, tous renseignements nécessaires seront apportés à la maîtrise d'œuvre sous forme de fiche de donnée du constructeur. Les entreprises devront fournir des fiches d'entretien pour tous les produits proposés.

GENERALITES

1.1 Objet du présent lot

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C. C. T. P.) concerne les travaux du lot n° **13 Mobiliers**, relatifs à la mise en conformité – Accessibilités d'établissements recevant du public du Patrimoine Régional.

1.2 Accessibilité aux personnes handicapées

Généralités

L'ensemble des prestations du présent lot devra être conforme aux textes régissant l'accessibilité aux personnes handicapées notamment :

- Circulaire interministérielle n°**DGUHC 2007-53** du **30 novembre 2007** relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation (voir annexes de 1 à 5)

1.3 Réglementation acoustique

Suivant la **Nouvelle Réglementation Acoustique**.

Textes réglementaires en vigueur :

- l'arrêté du **30 mai 1996**, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit.
- Arrêté du **30 juin 1999** relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments
- le décret n° 2006-1099 du **31 août 2006** relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

1.4 Réglementation thermique

Documents officiels RT 2012

- Décret du **24 mai 2006** relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions (J.O du 25 mai 2006)
- Arrêté du **24 mai 2006** relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments (J.O du 25 mai 2006)
- Arrêté du **27 juillet 2006** relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique » (J.O du 15 août 2006)
- Arrêté du **3 mai 2007** relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique » (rectificatif paru au JO du 8 septembre 2007, initialement paru au JO du 15 mai 2007)

- Arrêté du **21 septembre 2007** relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments neufs en France métropolitaine (J.O du 28 décembre 2007)
- Arrêté du **4 mai 2009** relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs et parties nouvelles de bâtiments et pour les rénovations de certains bâtiments existants en France métropolitaine.

1.5 Code de la construction

- Code de la construction, version consolidée au **Juillet 2011**.

Partie législative

- Livre Ier : Dispositions générales.
- Titre préliminaire : Informations du Parlement en matière de logement (**Article L101-1**)
- Titre Ier : Construction des bâtiments.
- Chapitre Ier : Règles générales.
- Section 1 : Dispositions applicables à tous bâtiments. (**Articles L111-1 à L111-3**)
- Section 2 : Dispositions générales applicables aux bâtiments d'habitation.
- Sous-section 1 : Règles générales de construction. (**Articles L111-4 à L111-6**)
- Sous-section 2 : Règles générales de division. (**Articles L111-6-1 à L111-6-2**)
- Section 3 : Personnes handicapées ou à mobilité réduite. (**Articles L111-7 à L111-8-4**)
- Section 4 : Caractéristiques thermiques et performance énergétique. (**Articles L111-9 à L111-10-1**)
- Section 5 : Caractéristiques acoustiques. (**Articles L111-11 à L111-11-2**)

1.6 Code du travail

Les entreprises devront se conformer aux indications du plan général de coordination établi par le coordinateur des mesures d'hygiène et de sécurité désigné par le Maître d'ouvrage, ainsi qu'aux exigences des différents services concernés.

Le présent projet est soumis aux décrets et lois concernant l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.

En conséquence, les entreprises devront fournir avant le début des travaux, un P.P.S.P.S (Plan *Particulier et de Protection de la Santé*) dans les conditions réglementaires fixées par la loi.

Chaque entreprise, est tenue de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou d'autres.

Spécialement elle doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'elle utilise sur le chantier :

- échafaudages
- garde corps
- filets
- engins de levage
- installations électriques

Etc....

1.7 Hygiène, sécurité et conditions de travail

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformément au code du travail, livre 2, titre 2, décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et complété.

Coordination sécurité

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- ☞ respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 230-2, L. 235-1, L. 235-18

- ↪ rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 235-7, R. 238-26 à R. 238-36
- ↪ participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 235-11 à L. 235-14, R. 238-46 à R. 238-56
- ↪ respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 235-1, L. 235-18, livre II et décrets non codifiés
- ↪ respecter les obligations issues du livre II du code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965, etc.)
- ↪ viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, article R. 238-19.

1.8 Déroulement des travaux

L'entrepreneur doit apporter dans la réalisation des travaux, la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit par le calendrier contractuel d'exécution des travaux.

Il est tenu :

- ↪ d'une part de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- ↪ d'autre part, d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engin et moyen de toute sorte, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit, ainsi que le maintien, ou le rétablissement de tous les raccords et alimentations.

Au cas où un retard serait constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage peut sur proposition du Maître d'Œuvre mettre en demeure l'entrepreneur :

- ↪ d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier
- ↪ d'augmenter le nombre ou la puissance des matériels employés.

1.9 Objet du C. C. T. P.

Le présent C.C.T.P. a pour objet la définition des travaux de chaque lot nécessaire à la réalisation des ouvrages tels qu'ils sont prévus aux plans joints.

Il forme un tout ayant pour but de faire connaître l'importance des ouvrages et fournitures, les conditions de mise en œuvre et le mode de bâtir compte tenu des plans généraux et de détails fournis par le Maître d'Œuvre.

En raison du caractère forfaitaire du marché, il est précisé que les propositions souscrites pour chaque lot tiendront compte de tous les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels qu'ils sont prévus aux plans et aux diverses pièces du dossier, étant entendu que l'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble de ces pièces ainsi que des plans et descriptifs des corps d'états autres que le sien et assurer le complet achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'art et de la bonne construction et des objectifs attendus en matière de performance énergétique.

1.10 Examen des documents

Le présent C.C.T.P. définit aussi exactement que possible la nature et la position des ouvrages à réaliser.

Le C.C.T.P. et les plans forment un tout, se complètent et ne peuvent être considérés indépendamment les uns des autres.

L'entrepreneur devra examiner et vérifier avec soin tous les documents écrits et dessinés constituant le dossier pour chiffrer une proposition globale et forfaitaire.

Les spécifications des différents C. C. T. P. par corps d'état, peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles – ci sont des prescriptions minimales au dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions communes du présent document et les prescriptions techniques particulières des différents lots donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre aux entrepreneurs d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Chaque Entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal

indiqués ou omis dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières et les plans.

De même, les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrées du marché et ne figurant pas dans les plans sont dû par l'Entrepreneur et compris dans le prix forfaitaire et ipso facto, il ne pourra prétendre à une modification des ses prix unitaires ou à l'addition de prix nouveaux, sauf modifications intrinsèque, ou extrinsèque de la nature des ouvrages.

Sauf spécification contraires définies dans les localisations des C. C. T. P., les prestations énumérées s'appliquent à tout local ou ouvrage ayant la même destination.

Elles sont de ce fait incluses, sans réserve ni limite dans le prix global et forfaitaire convenu. L'Entrepreneur doit signaler dans son offre toutes précisions complémentaires à apporter au présent document et au dossier D. C. E.

En conséquence, l'Entreprise ne pourra jamais arguer des erreurs ou omissions aux plans et pièces écrites pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou pour demander une indemnité.

D'une façon générale, l'Entreprise devra tous les travaux, fournitures, prestations même non désignés nécessaires à une exécution normale et parfaite de ses travaux.

1.11 D. O. E. (Dossier d'Ouvrages Exécutés)

Lors de la réception des travaux, les entrepreneurs remettront au Maître d'Œuvre chargé de les collecter, leurs Dossiers d'Ouvrages Exécutés, vérifiés et certifiés, comportant outre les schémas et plans cotés, les documents et fiches techniques des matériaux et matériels réellement installés.

Ces documents seront fournis en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire sur clef USB.

Ces documents sont également nécessaires à l'établissement du DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures de l'Ouvrage).

1.12 Qualifications Professionnelles

Les travaux dont la description est donnée dans le présent C. C. T. P. sont obligatoirement réalisés par une Entreprise spécialisée ayant la qualification définie par l'Organisme Professionnel de Qualification et de Certification du Bâtiment.

1.13 Etablissement du projet d'exécution

L'Entrepreneur prendra possession du terrain et des bâtiments existant dans l'état où ils se trouvent. L'Entrepreneur est réputé s'être rendu sur place afin de connaître les lieux et avoir une parfaite connaissance du bâtiment et du site environnant.

1.14 Marques commerciales

Dans le présent document, certaines prestations sont définies à l'aide d'une marque commerciale:

- Si la marque n'est pas suivie de la mention "ou équivalent", l'entrepreneur doit obligatoirement répondre avec la marque imposée.

Il peut néanmoins proposer une autre marque, que sa compétence professionnelle lui suggère, mais dans ce cas, cette proposition doit figurer en variante à sa proposition de base.

Si la marque est suivie de la mention "ou équivalent", l'entrepreneur peut proposer une autre marque, qu'il doit faire figurer clairement dans sa proposition.

1.15 Documents et normes

Généralités

Les ouvrages seront exécutés conformément aux prescriptions des D.T.U., Normes, Documents Techniques et Règlements en vigueur et notamment :

DTU 36.1

Menuiserie en bois

Cahier des clauses techniques (novembre 2000)

Cahier des clauses spéciales (novembre 2000)

1.16 Bois de menuiseries

Sapin – Epicéa

Sapin et épicéa de classe B, présentant des cernes étroits et réguliers, d'une épaisseur moyenne ou inférieure à 5 mm, conforme à la Norme NFB 52502.

Bois exotique

Essence sipo ou niangon, ou autres bois exotiques d'une densité $\geq 800 \text{ kg/m}^3$, de classe A ou B, dont les cernes réguliers ne doivent pas présenter une épaisseur supérieure à 3 mm, conformes à la Norme NFB 53.501.

Taux d'humidité des bois

En conformité avec le cahier n° 18 du C.S.T.B., les bois employés devront présenter un très faible coefficient de rétractabilité transversale.

Toutes les précautions seront prises au débit et à la pose pour limiter le retrait.

Les bois seront amenés au moment de l'usinage à l'état d'humidité compatible avec l'emploi considéré, ce taux d'humidité ne sera pas supérieur à 14 % pour les menuiseries intérieures et 18 % pour les menuiseries extérieures.

Traitement des bois

Tous les bois seront traités au titre du présent lot, avec un ou plusieurs produits ne présentant pas d'incompatibilité entre eux et permettant l'application de vernis ou de peinture.

Tous les bois seront traités au titre du présent lot avec des produits fongicides et insecticides ayant un agrément du CSTB.

Les bois de menuiserie en milieu sec seront traités par trempage amélioré (classe 2).

Un traitement de classe 3 sera appliqué sur les bois de menuiserie non abrités.

Les bois de menuiserie exposés ou très exposés seront traités à cœur, sous vide et pression en autoclave (classe 4).

Les procédés de traitement seront conformes à la norme NF B 50100, les quantités mises en œuvre et les qualités des produits de préservation et de protection seront conformes à la norme NF X 40100.

Fabrication

Outre les dispositions incluses dans les Normes, les arasements devront présenter sur les parements, une coupe franche, un joint sans jeu et affleuré.

Sur les parements vus, les têtes de pointes et de chevilles métalliques seront chassées à une profondeur de 1 mm. Le bouchonnage des nœuds pourra être effectué sur les bois devant être peints avec des bouchons de même essence, collés en respectant le fil du bois.

Tous les parements apparents seront parfaitement poncés.

Mise en œuvre

Les scellements seront exécutés au mortier de ciment, la fixation au pistolet ne sera pas admise.

Bois agglomérés

Panneaux de particules en bois aggloméré de bonne qualité, constitués de copeaux spécialement élaborés puis encollés au moyen de résines synthétiques thermodurcissables puis polymérisées par pressage à haute température.

Ils devront répondre aux normes NF B 54100, 54110 54111 & 54112 et aux critères suivants :

- taux d'humidité interne équilibré entre 7 et 12 %,
- variations dimensionnelles aussi faibles que possible,
- très bonne tenue au vieillissement naturel.

Qualité des bois

Les menuiseries intérieures seront réalisées en bois résineux, sapin du Nord ou en bois feuillus durs :

- Sapin du Nord choix classe C de la N.F B 53.510
- Bois feuillus durs
- Bois indigènes : chêne, hêtre, châtaignier, orme ou bois rouges tropicaux : NIANGON, SIPO, MERANTI ou équivalent.
- Qualité classe B de la N.F B 53.510

Section des Bois

Les sections prescrites sont des minima imposés.

L'Entrepreneur calculera la section des éléments composant des ouvrages en fonction de leur importance et leur destination.

Aspect des Bois

Tous les bois seront rabotés et soigneusement poncés.

Les entailles, pour les ferrages et la quincaillerie, seront soigneusement exécutées aux dimensions des pièces de quincaillerie.

Les bois contreplaqués, agglomérés ou lattés seront poncés et les rives soigneusement dressées et poncées dans le cas où elles ne seront pas alésées.

Les pointes de clous tête d'homme seront chassées et soigneusement effacées.

Dessins d'exécution

Pour tous les ouvrages, l'Entrepreneur devra établir, en conformité avec les pièces du marché, les dessins d'ensemble et de détails nécessaires à l'exécution des ouvrages et à leur pose, en liaison avec les autres corps d'état.

Ces dessins devront préciser les emplacements et dimensions des menuiseries, les axes et les dimensions des trous et les dimensions des feuillures à réserver.

Ils seront fournis à l'approbation des Architectes, avant l'exécution des ouvrages, dans un délai compatible avec le planning d'exécution, ce délai ne devant jamais être inférieur à 3 semaines.

Protection des portes

Les revêtements, arêtes et angles des portes seront soigneusement protégés de tous chocs jusqu'à la réception du Peintre.

Les portes dont les revêtements seront rayés, épaufrés ou déformés durant le cours du chantier, seront refusées et l'Entrepreneur devra le remplacement au compte du ou des responsables.

L'Entrepreneur devra la révision de ses ouvrages, après le passage du Peintre, pour s'assurer de leur parfait état de conservation et leur fonctionnement normal.

Ferrages

Les éléments de fixation, d'assemblage et d'articulation (pattes, équerre, paumelles, pentures, charnières, etc....) seront prévus en nombre suffisant et de dimensions en rapport avec l'importance des ouvrages.

Fixations et stabilité des ouvrages

Assurées par lardis de clous, taquets et trous tamponnés, répartis en nombre suffisant pour la parfaite tenue des éléments liés aux cloisons et à la maçonnerie.

Quincaillerie

Tous les articles de quincaillerie seront de première qualité et porteront obligatoirement le Label de qualité N.F.S.N.Q.F.

L'Entrepreneur présentera, à l'agrément des Architectes, avant signature du marché, un tableau des échantillons d'éléments de quincaillerie qu'il s'engagera à fournir pour l'exécution des travaux dont il aura la charge.

Ce tableau sera conservé par le Maître d'œuvre, pendant toute la durée des travaux.

DESCRIPTION DES OUVRAGES

Rappel : Les entreprises devront respecter obligatoirement

Arrêtés et attendus des AT

Rapport initial de solidité des ouvrages du bureau de contrôle

Rapport initial de sécurité incendie du bureau de contrôle

Rapport initial d'accessibilité handicapés du bureau de contrôle

Rapport initial des installations électriques du bureau de contrôle

PGC et toutes les pièces du marché

NOTE IMPORTANTE

Enlèvement des emballages et déchets de chantier du présent lot aux frais et à la charge de l'entreprise du présent lot compris mise en place, pendant toute la période de l'intervention du présent corps d'état, de bennes à gravois compris montage, descente, manutention et chargement des déchets et emballages.

Approvisionnement des matériaux et matériels dans les niveaux du projet compris manutention, engin de levage ou agrès aux frais et à la charge de l'entreprise du présent lot. Montage ou descente des matériaux et matériels dans les niveaux du projet suivant les prescriptions du code du travail.

Les dimensions des blocs-portes et les sens d'ouverture résultent des plans.

Le présent descriptif donne le principe général de la distribution des blocs portes, de leur classement et de leur équipement. En aucun cas il ne sera accordé de supplément de prix pour modification dans le choix de répartition des portes ou pour l'absence de spécification détaillée avant commande.

Les huisseries seront à recouvrement, portant 3 tampons amortisseurs. L'entreprise du présent lot devra la fourniture des huisseries (bois et métallique) AU LOT PLATRERIE (pose dans cloisons légères) et au LOT GROS ŒUVRE (pose dans voiles béton ou cloisons lourdes en parpaings).

Le présent lot doit le détalonnage de ses portes suivant directives DU LOT CHAUFFAGE compatible avec les portes P.F. et C.F.

1 – Vide en partie inférieure

L'entreprise du présent lot devra la modification de l'espace vide pour les jambes afin de faciliter l'utilisation du mobilier en position assise. Le vide en partie inférieure est mal conçu.

Prévoir un mobilier spécifique pour l'utilisation des équipements de cette salle.



Localisation :

Dans la salle de cours R35 du bâtiment D en RDC (repère 29)

2 – Paillasse sèches

Travaux comprenant :

La ou les paillasse sèches seront déposées et évacuées.

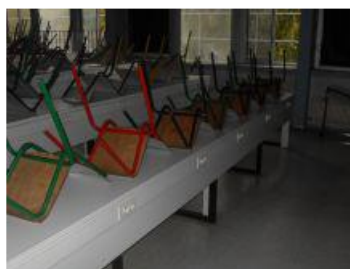
Prévoir une paillasse adaptée avec une hauteur de plan à 0,80m maximum et un vide présentant les caractéristiques suivantes : 0,70m minimum de hauteur, 0,60m minimum de largeur et 0,30m minimum de profondeur

En lieu et place de la paillasse déposée, il sera installé la paillasse sèche de dimensions identiques à celle déposée mais ayant une hauteur de 800 mm. Elle sera équipée :

- D'un plateau ayant le même nature que la paillasse déposée,
- D'une ossature en tube 35x35, revêtue d'une peinture époxy de couleur RAL au choix de l'architecte,
- De vérins diamètre 12 mm avec coupelles de fixation au sol,
- De prises de courants (nombre identique à celle déposée),
- De prises informatique de type RJ45 catégorie 6 (nombre identique à celle déposée)

L'entreprise devra le raccordement de la paillasse sur l'attente électrique existante, y compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Le raccordement des prises RJ se fera par le lot « Electricité courants forts et faibles ».



Localisation :

Dans les salles spécifiques du bâtiment D (repère 50) et selon plans

3 – Paillasse humides

Après neutralisation et vidange du réseau d'eau froide la ou les paillasse humides seront déposées et évacuées.

Prévoir une paillasse adaptée avec une hauteur de plan à 0,80m maximum et un vide présentant les caractéristiques suivantes : 0,70m minimum de hauteur, 0,60m minimum de largeur et 0,30m minimum de profondeur.

Pour les paillasse humides, prévoir une commande de robinet déportée sur l'avant

En lieu et place de la paillasse déposée, il sera installé la paillasse humide de dimensions identiques à celle déposée mais ayant une hauteur de 800 mm. Elle sera équipée :

- D'un plateau ayant le même nature que la paillasse déposée,
- D'une cuve en polyéthylène de 300x300x190 mm de profondeur, avec bonde et siphon,
- D'une colonne type chandelier à 1 robinet eau froide, avec embout démontable pour branchement pompe à vide,
- D'un caisson de protection des fluides en mélaminé 19 mm avec porte ouvrant à la française avec ouverture par un carré,
- D'une ossature en tube 35x35, revêtue d'une peinture époxy de couleur RAL au choix de l'architecte,
- De vérins diamètre 12 mm avec coupelles de fixation au sol,
- De prises de courants (nombre identique à celle déposée),
- De prises informatique de type RJ45 catégorie 6 (nombre identique à celle déposée)

L'entreprise devra le raccordement de la paillasse sur les attentes de plomberie (EF – EU) existantes ainsi que sur l'attente électrique existante, y compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Le raccordement des prises RJ se fera par le lot « Electricité courants forts et faibles »).



Localisation :

Dans les salles spécifiques du bâtiment D (repère 51) et selon plans

4 – Nombre de places réservées à l'usage de personnes en fauteuil roulant

L'entreprise du présent lot devra la dépose des sièges du premier rang et de prévoir du mobilier adapté.

Evacuation en décharge.

Créer 5 emplacements accessibles aux fauteuils roulants en supprimant le 1er rang de table et en installant du mobilier adapté déplaçable.

- Ajouter des panneaux "Priorité PMR"



Localisation :

Dans l'amphithéâtre du bâtiment E (repère 10) et selon plans

5 – Travaux fin de lot

Divers

Tous les travaux qui ne sont pas décrits ci-dessus et qui sont nécessaires à la bonne exécution des ouvrages, tant du point de vue technique que du point de vue esthétique, seront à exécuter sans pouvoir prétendre à un quelconque supplément de prix dû à une omission du présent CCTP et du bordereau qui l'accompagne. Toutes sujétions.

Evacuation

Evacuation des gravats à la décharge publique au fur et à mesure des travaux.

Tri sélectif : bennes Déchets non dangereux-inertes / Déchets non dangereux, non inertes / Déchets dangereux / Filière spécifique

Aucun tas de gravats ne sera accepté sur le chantier ou son territoire.

Dans le cas contraire le maître d'œuvre fera procéder à l'évacuation de ceux-ci, à la charge du lot concerné

Documents à fournir

Transmettre au bureau de contrôle pour approbation, les documents techniques d'exécution qui comprendront :

Un plan d'ensemble précisant les portes, placards, plinthes, équipements divers, quincailleries, etc
Les détails d'exécution : coupe, détails des points singuliers et raccordement avec les autres ouvrages
Les caractéristiques des produits utilisés (avis technique, cahier des charges approuvé...), le système de pose.

Transmettre au maître d'œuvre et au bureau de contrôle

Les fiches techniques

Les échantillons

Les différentes teintes

Les DOE